Les organismes communautaires ne sont pas des prestataires de services

Les organismes ne font pas que répondre aux besoins individuels. Ils font aussi de l'éducation populaire, sensibilisent, mobilisent et agissent sur les causes des injustices. Par exemple, pour un centre de femmes, la défense collective des droits fait partie intégrante de leur approche féministe.

Réduire les organismes à la prestation de services affaiblirait leur capacité de transformer les conditions sociales qui produisent les inégalités.

Les groupes d'action communautaire sont autonomes et indépendants de l'État

Contrairement à ce qu'affirme Cardus, les groupes d'action communautaire décident avec leurs membres des activités et du plan d'action de façon indépendante des institutions publics ou d'intérêts privés. Des critères encadrent les pratiques démocratiques des groupes.

C'est justement un financement public qui protège l'autonomie des groupes de l'influence d'intérêts privés ou partisans. L'État étant redevable et imputable face à la population contrairement aux donateurs privés.

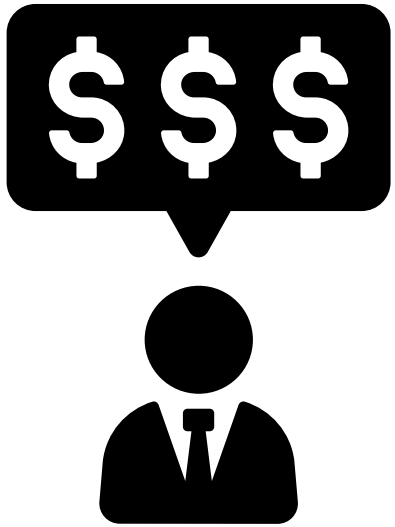
Quelques mots sur Cardus

Cardus est un institut de droite chrétienne ontarienne qui est inscrit comme lobbyisme et qui fait la promotion d'orientations économiques, sociales et politiques précises. **Il reçoit des millions de dollars par années de groupes chrétiens canadien et états-uniens pour se faire.** Dans ces différentes recherches, l'Institut défend le financement public de certaines institutions religieuses, promeut une vision conservatrice de la famille hétérosexuelle et conteste le droit à l'avortement.

La question qui tue !

Pouquoi Cardus s'attaque-t-il aux défenseurs des droits ? Posez la question, c'est y répondre.

Cardus tente d'influencer les politiques en fonctions des intérêts de ses riches donateurs, c'est tout l'inverse des groupes qui défendent les droits reconnus par les chartes de façon complètement désintéressée d'intérêts privés, justement à cause de l'indépendance que procure le financement public de leur mission.



Un riche lobby de droite attaque l'action communautaire autonome

Analyse critique du rapport de l'Institut Cardus "Prestataires de services ou groupes militants?" dans lequel il critique le financement public à la mission des groupes d'action communautaire ayant une visée de transformation sociale.

Le financement public à la mission des groupes est un engagement de l'État envers la population et le bien commun

Cardus propose de réduire le financement public à la mission des organismes, de limiter leurs activités de revendication et de favoriser les dons privés et philantropique.

Le financement public de la mission de défense collective des droits est la suite logique de la reconnaissance des droits par l'État. Sans une vigilance constante, les droits reconnus s'effacent devant les inégalités économiques, sociales et politiques.

Défendre des droits, ce n'est pas faire de la politique partisane

Le rapport confond la défense collective des droits avec le militantisme politique. Pourtant, lutter contre la pauvreté, les discriminations, défendre les locataires ou revendiquer l'égalité sont des actions qui contribuent au respect des droits fondamentaux reconnus par les Chartes.

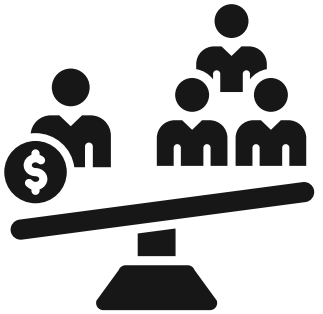
La défense collective des droits contribue a permettre aux populations, particulièrement celles qui disposent de moins de ressources et de pouvoir, d'exercer leurs droits et de participer aux décisions qui les concernent.

Les groupes de défense de droits ne font pas de lobbyisme, ce sont des contre-pouvoir démocratique

Cardus affirme que les groupes de défense collective des droits font du lobbysime. Pourtant, la mission de ces groupes est beaucoup plus large : permettre aux personnes et aux communautés de comprendre les injustices, de faire entendre leur voix et de s'organiser pour défendre leur droits. Les groupes ne défendent pas d'intérêt privé ou une orientation propre contrairement, par exemple, à Cardus qui est lui-même inscrit au registre fédéral des lobbyistes et qui recoit des millions de dollars de groupes conservateurs chrétiens .

Confondre la défense collective des droits avec du lobbyisme contribue à délégitimer la parole citoyenne, la mobilisation collective et les contre-pouvoirs essentiels à toute démocratie.





Remplacer le financement public par des dons privés accentuerait les inégalités

Cardus propose de remplacer le financement public par des dons individuels et philanthropiques à l'instar des grandes entreprises et les groupes fortunés qui influencent les gouvernements. Pourtant, les membres des organismes communautaires sont souvent issus des populations vulnérables, marginalisées et précarisées qui ne peuvent contribuer financièrement à l'organisme. Sans compter que les causes sociales défendues par les organismes ne sont pas toutes populaires auprès des donateurs privés.

Remplacer le financement public par la philanthropie va donner encore plus de pouvoir d'influence aux personnes et aux entreprises les plus riches qui promeuvent certaines orientations économiques et sociales et ainsi réduire la voix des personnes marginalisées.